

l'Organisation. Toutefois, dans ce monde imparfait, rien ne saurait remplacer les Nations unies pour l'instant, même si nous pouvons nous opposer énergiquement à certains de ses actes ou décisions, comme c'est le cas aujourd'hui.

Cependant, comme je l'ai dit en réponse à la question du député de Saint-Hyacinthe, nous ne serons pas en mesure de jouer un rôle efficace dans les activités de l'ONU si le sionisme en devient un des objets particulièrement en ce qui concerne le racisme. C'est pourquoi nous avisons et aviserons aux mesures à prendre à propos de la résolution adoptée dans le cadre de la décennie d'action contre le racisme et de la conférence sur le racisme qui se tiendra au Ghana dans deux ans.

* * *

● (1450)

LES PÊCHES

LA POSITION DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON PAR RAPPORT À L'EXTENSION DES LIMITES—L'OPPORTUNITÉ DE POURPARLERS CANADO-FRANÇAIS

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État (Pêcheries). Puisque le ministre poursuit des pourparlers bilatéraux avec un nombre croissant de nations, peut-il dire à la Chambre s'il compte en avoir avec la France à propos des pêches, en particulier en ce qui concerne la position géographique de Saint-Pierre et Miquelon par rapport aux droits de pêche et à l'extension des limites?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre d'État (Pêches)): Monsieur l'Orateur, des entretiens avec les représentants de la France ont eu lieu au cours des séances de la CIPAN à la fin de septembre, à Montréal, et il va sans dire qu'elles se poursuivront. Nous avons des relations compliquées avec la France au sujet des pêches.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

SAINT-PIERRE ET MIQUELON—LES DROITS SUR LES RESSOURCES MARINES—LES POURPARLERS CANADO-FRANÇAIS

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. J'ignore s'il a entendu la dernière question. Le ministre peut-il faire part à la Chambre et au pays des progrès réalisés dans les discussions avec la France au sujet des frontières unilatérales et équidistantes entre la province de Terre-Neuve et les îles Saint-Pierre et Miquelon dont il y a lieu de tenir compte lorsqu'il s'agit de déterminer des droits sur les ressources marines ou d'octroyer des subventions en fonction de ces droits, eu égard plus particulièrement aux rapports entre le Canada et la France relativement aux îles Saint-Pierre et Miquelon.

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je vais prendre cette question en note parce que je n'ai pas de renseignements à jour sous la main.

Questions orales

LES POSTES

LA GRÈVE DES POSTIERS—LES PROJETS DU GOUVERNEMENT QUANT À LA REMISE EN SERVICE DES CAMIONS POSTAUX

M. Arnold Malone (Battle River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Postes. Étant donné l'ouverture de certains bureaux de poste, le ministre envisage-t-il de remettre en service les camions postaux? Ma question est motivée par le fait que, dans peut-être seulement six villes de l'Alberta, les bureaux de poste sont complètement fermés alors que partout ailleurs ils sont ouverts.

L'hon. Bryce Mackasey (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, nous avons justement discuté de cela ce matin avec nos fonctionnaires et je serais mieux en mesure de répondre plus tard cette semaine.

* * *

L'INDUSTRIE

MICROSYSTEMS INTERNATIONAL—LES PERSPECTIVES DE RÉCUPÉRATION DU PRÊT

M. Paul Dick (Lanark-Renfrew-Carleton): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Elle a trait à une question que je lui posais la semaine dernière au sujet de l'entreprise Microsystems et la tenue éventuelle d'une enquête publique. Je me demande si le ministre a eu l'occasion de se renseigner à ce sujet et s'il pourrait nous dire à propos des 36 millions que le gouvernement avait promis, si le gouvernement fédéral a maintenant conclu un accord avec la société Bell Northern prévoyant le remboursement d'une certaine portion de ce montant à titre de règlement intégral.

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne le prêt de 6,729 millions consenti au titre de l'aide financière, il a été remboursé intégralement.

* * *

L'HABITATION

LES PRÊTS SANS INTÉRÊT POUR LES LOGEMENTS LOCATIFS—L'ORGANISME DE RÉGIE DES LOYERS

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines et du logement. La semaine dernière, le ministre a déclaré que des prêts sans intérêt seraient consentis aux entrepreneurs qui construiront des logements locatifs dont les loyers seront sous le contrôle de la SCHL. Le ministre dirait-il à la Chambre si ces contrôles seront exercés par la SCHL indépendamment de la Commission anti-inflation et des régies de contrôle de loyers des gouvernements provinciaux? Autrement dit, la SCHL exercera-t-elle unilatéralement le contrôle des loyers et, si oui, à quel niveau?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, tel a été le cas, en vertu du programme d'aide au logement locatif qui existe depuis de nombreuses années. Reste à savoir si les directives provinciales s'appliqueront comme celles du gouvernement fédéral. C'est peu probable. Les ministres provinciaux ont dit au cours d'entretiens qu'ils préfèrent que cela